

Développement social

exigent qu'un certain montant soit versé par les patients est passé à 23 au cours des cinq dernières années.

Dans ma province, non seulement le gouvernement conservateur ne verse-t-il pas une somme équivalente aux subventions qu'il obtient du gouvernement fédéral, mais il s'en sert pour réduire de façon très appréciable la part des coûts qu'il doit verser pour l'assurance-médicale. Au cours de la campagne électorale, le candidat libéral de Winnipeg-Assiniboine ainsi que le ministre actuel de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bégin) ont promis que le gouvernement libéral mettrait fin à ce genre de vol—parce que c'est de cela qu'il s'agit—dont le gouvernement provincial se rend coupable. Eh bien, nous avons vu ce qui s'est passé depuis que le gouvernement est élu. Malgré les demandes et les propositions répétées des députés de notre parti, le ministre a refusé d'agir. Le ministre nous a encore servi la piètre excuse qu'elle devait attendre la publication du rapport de la Commission Hall. Je pense que le ministre actuel de la Santé nationale et du Bien-être social est l'un des meilleurs ministres du gouvernement, mais ce n'est pas ce qu'elle a dit au cours de la campagne électorale. Elle n'a pas dit qu'elle et le gouvernement libéral attendraient la publication du rapport de la Commission Hall; elle a dit que les libéraux interviendraient, et très rapidement.

Une voix: Les libéraux nous jettent encore de la poudre aux yeux.

M. Orlikow: Comme mon collègue le dit, les libéraux nous jettent encore de la poudre aux yeux et, cette fois-ci, c'est un ministre dont j'attendais beaucoup mieux qui s'en charge.

J'aimerais donner un autre exemple des programmes dont nous avons besoin et qui perdront de leur efficacité si le gouvernement bloque les fonds affectés aux programmes comme le ministre l'a laissé entendre dans son discours d'hier. Il y a de plus en plus de femmes qui travaillent au Canada. De fait, le pourcentage de femmes qui travaillent se rapproche rapidement du pourcentage de la main-d'œuvre masculine. Ce n'est pas étonnant vu le coût de la vie. Vu le prix que coûtent les maisons dans la plupart des villes du Canada à l'heure actuelle, il est presque essentiel que l'homme et la femme d'un jeune couple qui veut s'acheter une maison travaillent tous les deux pour payer d'abord le dépôt initial et ensuite les versements mensuels élevés qu'entraînent les taux d'intérêt hypothécaires actuels. Je suis certain qu'il n'y a pas un seul député qui n'a pas abandonné le démarchage pendant la journée pour les campagnes électorales dans la plupart des secteurs de sa circonscription parce qu'il n'y a jamais personne à la maison. Partout, les hommes et les femmes travaillent.

Vu que tellement de femmes qui ont de jeunes enfants doivent travailler, des dizaines de milliers de jeunes enfants sont laissés sans surveillance adéquate pendant que leur mère et leur père travaillent. Dans toutes les villes, on peut voir des enfants relativement jeunes qui finissent l'école à 3 h 30 ou 4 heures et qui se promènent seuls dans les rues parce que leur mère ne rentre pas à la maison avant 5 heures ou 5 h 30 de l'après-midi.

Qu'est-ce que le gouvernement a fait à cet égard? Comment les gouvernements fédéral et provinciaux ont-ils réagi au problème? Nous savons tous qu'il y a très peu de garderies. Il arrive souvent que les parents doivent attendre six mois pour placer leur enfant dans une garderie. En 1978, il y avait

695,000 enfants âgés de moins de six ans. Seulement 73,000 d'entre eux étaient inscrits dans une garderie surveillée. Le manque de garderies accessibles à des prix raisonnables a forcé 90 p. 100 des parents à placer leurs enfants dans des installations non surveillées. Les services de garderie coûtent en moyenne de \$3,000 à \$4,000 pour chaque enfant d'âge pré-scolaire par année. Par ailleurs, la déduction maximum pour les services de garderie aux fins de l'impôt sur le revenu est de \$1,000. Le gouvernement accorde des subventions à ceux qui sont dans le besoin ou qui sont susceptibles de l'être, mais l'admissibilité à la subvention est tellement restreinte que 70 p. 100 des fonds disponibles sont accordés aux enfants de familles monoparentales ou aux enfants qui sont dans une situation précaire. Le résultat est que seuls les riches et les pauvres ont accès à ces garderies d'enfants. Les ententes actuelles concernant le partage des coûts entre les trois niveaux de gouvernement sont tout à fait inadéquates. En vertu de la formule actuelle, le gouvernement fédéral ne paie pas une partie des coûts d'emplacement, de salaires ou de matériel. Les subventions pour ceux qui peuvent prouver en avoir besoin et pour lesquelles les gouvernements fédéral et provinciaux paient des parts égales sont insuffisantes.

De plus, les gouvernements provinciaux ne sont pas obligés de payer une part égale des subventions fédérales pour les garderies d'enfants. Les personnes qui travaillent dans ces garderies sont traditionnellement des femmes, sous-payées et non syndiquées. En plus de n'avoir droit qu'à de piètres avantages et de travailler dans des conditions en grande partie insatisfaisantes, elles gagnent peu. Leur salaire varie en moyenne de \$7,000 à \$10,000 par année. La majorité n'appartiennent pas à des syndicats et n'ont pas de sécurité d'emploi.

De concert avec de nombreuses associations non politiques comme les associations féminines et celles qui représentent les pauvres, les membres de notre parti ont exhorté les gouvernements fédéral et provinciaux à s'attaquer d'une façon systématique et logique aux problèmes des garderies d'enfants que j'ai brièvement exposés. Qu'on se mette au moins à la tâche. Je ne puis que conclure après avoir écouté le discours du ministre que le gouvernement a abandonné avant même d'avoir commencé parce que le ministre dit qu'il n'y a pas de nouveaux crédits de disponibles. Notre parti n'accepte pas l'argument qu'il n'y a pas d'autres crédits. Nous croyons que notre pays est assez riche et a les ressources nécessaires pour s'occuper des besoins de sa population, dont j'ai mentionné certains groupes dans mon discours aujourd'hui.

J'aimerais indiquer deux façons de nous procurer l'argent nécessaire. Premièrement, nous avons un des taux de chômage les plus élevés de tous les pays industrialisés du monde occidental. On a estimé que si, au lieu d'avoir plus de 8 p. 100 de chômage comme c'est le cas actuellement et 9 p. 100 de chômage comme le prévoient des maisons comme Wood Gundy pour la dernière moitié de 1980 et de la première partie de 1981, nous avions 4 p. 100 de chômage, ce qui a été pendant bien des années le chiffre que le Conseil économique du Canada considérait comme une forme de plein emploi au pays, nous produirions 5 milliards de plus de biens et de services qu'actuellement. Il y aurait au moins 100,000 et probablement 200,000 chômeurs de moins. Ces salariés achèteraient des biens produits par des Canadiens. Ils paieraient des impôts. Les compagnies pour lesquelles ils travailleraient et les compa-